

Une large coalition jurassienne appelle à rejeter l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions »

Une large coalition jurassienne réunissant le Gouvernement, tous les groupes parlementaires à l'exception de l'UDC, les milieux économiques ainsi que les partenaires sociaux appelle la population à rejeter clairement l'initiative populaire « Pas de Suisse à 10 millions » lors de la votation du 14 juin prochain.

Réunis ce jour à Delémont aux côtés de la présidente du Gouvernement jurassien, les représentants des partis politiques, des organisations économiques et des partenaires sociaux ont présenté les raisons de leur opposition à un texte jugé extrême, rigide et dangereux pour l'avenir du Jura et de la Suisse.

Pour la coalition, cette initiative constitue une mauvaise réponse à des défis pourtant bien réels. Si les enjeux liés à la croissance démographique, au logement, aux transports ou à l'aménagement du territoire doivent être pris au sérieux, un plafond démographique arbitraire ne permettrait pas d'y répondre efficacement.

Tissu économique et secteur des soins directement menacés

La présidente du Gouvernement a rappelé que cette initiative remet indirectement en cause la libre circulation des personnes et risque ainsi de fragiliser l'ensemble de la voie bilatérale avec l'Union européenne.

La coalition souligne que l'économie jurassienne repose sur des entreprises innovantes, exportatrices et fortement intégrées aux marchés européens. Une remise en cause des accords bilatéraux ferait peser une forte incertitude sur les investissements, l'emploi et la compétitivité du tissu économique jurassien.

Un parallèle avec le Brexit peut être tiré. En effet, le Royaume-Uni a vu apparaître davantage de barrières administratives, des difficultés pour certaines entreprises exportatrices et des pénuries de main-d'œuvre dans plusieurs secteurs après sa sortie de l'Union européenne. La coalition estime qu'en Suisse aussi, une remise en cause des accords avec l'Union européenne entraînerait des conséquences dépassant largement la seule question migratoire.

Pour le Jura, les effets seraient particulièrement préoccupants. Les secteurs de la santé, des soins, de l'accompagnement, de l'industrie ou encore de la construction connaissent déjà des pénuries importantes de personnel. Cette initiative les aggraverait encore, alors même que la population vieillit.

Plus de demandes d'asile et moins de sécurité

De surcroît, l'initiative produirait un effet inverse à celui recherché en matière migratoire. En remettant en cause les accords de Dublin, la Suisse perdrait la possibilité de renvoyer certains requérants d'asile vers le premier État européen responsable de leur demande. Une telle évolution pourrait entraîner une augmentation du nombre de procédures d'asile traitées en Suisse, une hausse des coûts d'hébergement et d'accompagnement, une charge financière accrue pour les cantons et les communes. Le système actuel permet une coordination européenne qui évite à la Suisse d'assumer seule une partie importante des demandes d'asile.

Les représentants ont aussi souligné les enjeux liés à la sécurité. Grâce à Schengen, les autorités suisses ont accès à des bases de données européennes essentielles pour les recherches policières, la lutte contre la criminalité transfrontalière et les contrôles de sécurité. Fragiliser cette coopération affaiblirait les capacités d'action des forces de l'ordre.

Instrumentalisation écologique

Enfin, l'instrumentalisation des questions écologiques a également été dénoncée. Les défis climatiques et environnementaux ne seront pas résolus par des plafonds démographiques, mais par des politiques ambitieuses en matière de mobilité, d'énergie et d'aménagement du territoire.

Pour tous ces motifs, le Gouvernement jurassien, la quasi-totalité des partis, du PLR au CS-POP en passant par le Centre, le PCSI, le PS et les Verts, ainsi que la CCIJ, la FER-Arcju, Curaviva et Unia appellent la population jurassienne à rejeter clairement cette initiative le 14 juin prochain.

La coalition estime que les défis liés à la croissance démographique doivent être abordés avec pragmatisme, responsabilité et efficacité, sans remettre en cause les fondements de la prospérité, de la stabilité institutionnelle et de l'ouverture du pays.

Coalition jurassienne pour le NON à l'initiative « Pas de Suisse à 10 millions »